

Ariege Le Departement

Christine Téqui : la stratégie de l'Etat pour l'ours c'est : « Jusqu'ici c'est tenable ! »

Le 23/07/2020 par Ariege Le Departement

Christine Téqui, Présidente du Conseil Départemental de l'Ariège, communique :

Sur ce chemin impossible de la cohabitation de l'ours et du berger, cet été 2020 franchit une étape supplémentaire, celle des raids organisés, menés par plusieurs ours qui ne craignent pas la présence des hommes, même les plus chevronnés.

L'Etat est dépassé, prisonnier d'engagements idéologiques, extrêmement coûteux et allant à l'encontre de la biodiversité que ces mêmes engagements prétendent vouloir défendre.

Dans le processus engagé, dont le pire est à venir, une réunion était organisée ce jeudi 23 juillet à la Préfecture sur le protocole « ours à problème ».

Aucun élu de la République n'était invité, particulièrement aucun élu local, ceux qui tous les jours doivent trouver les mots pour apaiser et reconforter les victimes de toutes ces prédatons et les populations qui prennent conscience du danger.

Ce constat augure mal de la volonté, prétendument affichée par l'Etat, de redonner la parole aux élus locaux sur ce dossier.

Cette réunion, c'est une nouvelle fois la montagne qui accouche d'une

souris. L'Etat est toujours dans le déni, dans une stratégie qui consiste à taire la réalité. Jusqu'à quand ?

En réponse à la nuit terrible passée par trois agents de l'Etat venus aider les bergers à lutter contre quatre ours, certaines associations ont prétexté qu'ils s'y prenaient mal.

Le jour où un drame humain interviendra, quels seront les commentaires qui l'accueilleront ?

Dans les Pyrénées, aujourd'hui comme par le passé, la présence des ours est un problème. C'est la réalité. L'Etat peut refuser de la voir, refuser de rencontrer les élus locaux avec la profession agricole pour ne pas l'entendre.

Mais lorsque la situation va encore empirer, qui sera responsable ? Tout le monde car il n'y aura pas de vainqueur au moment de déplorer un drame.

Et je comprends les décisions prises par certains maires qui, la mort dans l'âme, sont contraints de restreindre l'accès à nos montagnes afin d'assurer la sécurité. Ce faisant, ils prennent leurs responsabilités contrairement à l'Etat.

**Votre
contact**

Nicolas Hubert - Directeur de la Communication
05 61 02 09 97 - 06 86 63 33 52 , nhubert@ariego.fr